

**PORTANT PROROGATION DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**LE MAIRE,**

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu l'arrêté municipal n°AT-2025-1655 délivré le 12 novembre 2025 réglementant le stationnement et la circulation rue Montpensier dans le cadre de travaux pour la pose de clôtures autour du Parc Lawrance ;

Considérant que les travaux ne sont pas terminés ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal n°AT-2025-1655, délivré le 12 novembre 2025 dans le cadre de travaux pour la pose de clôtures autour du Parc Lawrance, est prorogé **jusqu'au 13 mars 2026**.

**ARTICLE 2 – Jusqu'au 13 mars 2026**, seul le pétitionnaire est autorisé à installer une palissade **rue Montpensier** dans sa partie comprise entre le n°66 rue Montpensier et l'avenue de la Résistance, suivant la signalisation mise en place sur les lieux, sauf pour les entreprises chargées des travaux.

**Jusqu'au 13 mars 2026, du Lundi au Vendredi de chaque semaine, chaque jour de 7h45 à 17h30**, la circulation des véhicules est interdite **rue Montpensier** dans sa partie comprise entre la rue de Ségure et l'avenue de la Résistance dans le sens Sud-Nord, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

Seuls les riverains pourront accéder à leur domicile suivant l'avancement du chantier.

**ARTICLE 3** – Les entreprises chargées des travaux doivent prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles maintiendront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire la circulation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 18/02/2026

Fait à Pau, le 16 février 2026